

Bulletin d'information  
n° 69 / septembre 2010

## **Les multinationales ont des comptes à rendre!**

*Que ce soit dans l'exploitation minière, le commerce des matières premières, l'industrie du textile, l'électronique ou le secteur alimentaire, les multinationales font tout pour réduire les coûts. Elles n'hésitent pas à violer les droits des travailleuses et des travailleurs, même si ceux-ci peinent à subsister avec leurs maigres salaires. Elles font fi des droits des populations affectées, même lorsque l'extraction minière pollue l'eau potable.*

*Ce ne sont là que deux exemples, mais la liste des doléances est infinie. Ces mêmes multinationales tentent souvent de nous faire croire qu'elles se soucient beaucoup de la durabilité. En se présentant sous un jour favorable, elles essaient de gagner la confiance des consommateurs, afin d'accroître leurs profits. Sous ce vernis de respectabilité, elles n'hésitent pas à licencier et à porter de fausses accusations, voire à recourir à la violence, pour faire pression sur les ouvriers et les populations qui défendent leurs droits.*

*Divers codes régissent certes la conduite des multinationales et celles-ci peuvent désormais être dénoncées pour violation des directives de l'OCDE. Mais ces directives demeurent lettre morte, car elles misent sur la bonne volonté de l'économie et ne prévoient pas de sanctions dignes de ce nom. Les multinationales n'ont donc pas à craindre les conséquences de leurs actes. Dans ces conditions, les initiatives de la société civile jouent un rôle d'autant plus crucial. C'est le cas de celle lancée par les femmes de mineurs péruviens, qui entendent opposer un vaste réseau social aux visées agressives de la multinationale suisse Glencore et exiger qu'elle assume ses responsabilités. De telles initiatives méritent notre soutien!*

SOLIFONDS  
Quellenstrasse 25  
Case postale  
CH-8031 Zurich  
Tél. 044 272 60 37  
Fax 044 272 11 18  
mail@solifonds.ch  
www.solifonds.ch  
CP 80-7761-7

## **Action de soutien**

### **Pérou – syndicats, groupements de femmes et organisations sociales s'allient contre la multinationale zougnoise Glencore**



«La compagnie suisse Glencore piétine mes droits!!» En août, des mineurs licenciés manifestaient devant l'ambassade de Suisse à Lima contre Glencore/Perubar. Photo: CNMM

Tout comme la cordillère des Andes, la ceinture minière s'étire du nord au sud du Pérou. Ayant pu acquérir de vastes concessions d'extraction, des entreprises étrangères rasant des montagnes entières et percent de profondes galeries dans le sous-sol. Via le marché mondial, les richesses souterraines du pays (or, zinc, cuivre, étain, argent, fer et plomb) vont ensuite gonfler les bénéfices de ces entreprises.

Aussi vaste que la ceinture minière, la pauvreté ronge tout le pays. Et c'est dans les neuf provinces andines, d'où l'on extrait la plupart des minerais, qu'elle est des plus criantes, affectant entre 52 et 58% de la population. La richesse s'en va, la pauvreté reste! Une règle qui vaut pour tous les pays dont l'économie repose sur les exportations de matières premières. Elle s'applique tout particulièrement au Pérou, où le gouvernement a bradé les richesses souterraines à des multinationales étrangères, dont les groupes Glencore et Xstrata, basés en Suisse.

Le cas du Pérou prouve aussi que la population touchée peut s'opposer aux compagnies minières. A Tambogrande, dans le nord, 95% des habitants ont voté contre l'extension de la mine locale. A Cajamarca, plus au sud, la population se défend contre la plus grande mine d'or à ciel ouvert d'Amérique latine. Les habitants entendent bien instaurer le développement durable et garantir le droit aux communes d'invoquer ses principes contre les sociétés minières. Les problèmes auxquels il faut remédier sont de taille: appropriation illégitime des terres par les entreprises, conditions de travail abusives et pollution de l'environnement. A La Oroya, la mine de Doe Run dépose actuellement son bilan, car elle n'a pas respecté les exigences écologiques. C'est l'aboutissement de plusieurs années d'une âpre lutte que la population a menée non seulement contre l'entreprise, mais également contre son propre gouvernement, aussi corrompu qu'empressé auprès des multinationales.

C'est à cette lutte que participe le réseau des ouvrières, des ouvriers et des habitants affectés par les activités de la multinationale suisse Glencore. Et c'est à eux que nous consacrons cette action de soutien.

Vous en saurez plus en lisant les pages qui suivent.

## Bangladesh: les ouvrières revendiquent des salaires décents!

Au Bangladesh, quelque 3,5 millions de personnes, dont 90% de femmes, travaillent dans l'industrie du textile. Depuis plus de deux mois, elles protestent contre des conditions de travail abusives et exigent de meilleurs salaires. Concrètement, elles demandent un salaire minimum légal qui leur permette de vivre et soit donc fixé à 5000 takas par mois (70 dollars américains).

Fin juillet, le Gouvernement bangladais à certes revu le salaire minimum à la hausse, le faisant passer de 1162 takas (environ 23 dollars, soit le salaire industriel le plus bas du monde) à 3000 takas (42 dollars). La majorité des syndicats ont toutefois rejeté ce montant, car il ne suffit même pas à couvrir les besoins essentiels des travailleurs et des travailleuses. Comme l'explique Mushrefa Mishu, présidente du Garment Workers Union Forum (GWUF), la plupart des ouvrières du textile vivent dans des bidonvilles, où le loyer d'une petite chambre leur coûte à lui seul entre 25 et 35 dollars par mois.



Juin 2010: une ouvrière du textile se défend contre les coups de la police.

Photo: REUTERS/A. Biraj

Les manifestations et les blocages de rues organisés par les ouvrières du textile en réponse à l'« offre » du gouvernement ont été réprimés dans la violence. La police a non seulement blessé des centaines d'ouvrières, mais aussi poursuivi, arrêté et maltraité des dirigeantes syndicales. Accusées d'inciter les travailleuses à se soulever, nombre d'entre elles font (comme par le passé) l'objet de plaintes infondées, qui ont pour seul but de museler le mouvement syndical. Même Mushrefa Mishu, contre laquelle vingt-sept plaintes abusives ont été déposées l'an dernier (voir notre Bulletin d'information n° 66), est sous le coup d'un mandat d'arrêt. A plusieurs reprises la présidente du GWUF a été menacée de mort. Mushrefa Mishu s'est réfugiée dans la clandestinité.



Les populations affectées manifestent contre Glencore: « Droits des travailleurs massacrés », « Cancer des populations minières continuent de raser des montagnes entières pour exploiter le sous-sol.

## Mineurs, dockers et femmes de mineurs: tous unis contre la multin

Les syndicats péruviens se battent depuis des années en vue d'améliorer les conditions de travail et contre les vagues de licenciements dans les mines de la multinationale zougnoise Glencore. Pendant de longues années, les habitants des communes concernées ont mené une âpre lutte pour leurs droits et la protection de l'environnement. Sur l'initiative de la Centrale nationale des femmes de mineurs (CNMM), les divers groupes s'allient à présent afin de gagner en poids face aux sociétés appartenant à Glencore.

Revenons un peu en arrière: il y a deux ans, l'entreprise PERUBAR, à 85% aux mains de Glencore, a soudain décidé de fermer les mines de Rosaura, à Chicla (province de Lima), et de Los Quenuales/Izcaycruz (province de Huancavelica), et de licencier tous les mineurs. Motif de cette décision? La baisse des prix des matières premières. Au total, 850 ouvriers se sont retrouvés à la rue du jour au lendemain.

**Flexibiliser le travail:** La CNMM y voit d'autres raisons. Tout d'abord, Glencore souhaite flexibiliser davantage encore les conditions de travail et ne plus engager ses ouvriers que par le biais d'agences temporaires, afin de se soustraire aux normes du travail et à ses obligations sociales. Au moment où la multinationale fermait sa mine de Rosaura, des négociations étaient en cours au sujet d'une plainte syndicale contre PERUBAR pour violation d'obligations relevant du droit du travail. L'entreprise pensait clore l'affaire en licenciant tout le monde et en invoquant la nullité de la plainte. Son opposition vient toutefois d'être rejetée et PERUBAR devra répondre de ses agissements devant les tribunaux compétents.

**Démanteler les syndicats:** Selon la CNMM, les fermetures de mines visent par ailleurs à démanteler les syndicats. En 2008, concrétisant une idée qui avait germé à la mine

### Glencore – un géant des matières premières

Conglomérat d'entreprises présent dans le monde entier, Glencore International est domicilié à Baar, dans le canton de Zoug. C'est la première société suisse en termes de chiffre d'affaires: en 2009, elle a réalisé un bénéfice de plus de 2,7 milliards de dollars pour un chiffre d'affaires dépassant 106 milliards. Glencore compte parmi les plus grandes sociétés qui commercialisent des matières premières (aluminium, bauxite, nickel, zinc, cuivre, plomb, charbon et pétrole), mais aussi divers produits agricoles. La multinationale est aussi le plus grand actionnaire de la société minière suisse Xstrata, également active au Pérou.

de Rosaura, le mouvement ouvrier bouclait en effet les préparatifs en vue de fonder un syndicat national des mineurs temporaires. La fermeture de la mine a certes empêché la tenue du congrès fondateur, prévu en décembre 2008, mais les ouvriers ont tenu bon: cinq mois plus tard, le nouveau syndicat SINTRAMIN (Sindicato Nacional de Trabajadores Mineros Metalúrgicos) voyait officiellement le jour.

**Soustraction fiscale:** De plus, la CNMM et les syndicats sont persuadés que Glencore/PERUBAR a privé l'Etat péruvien d'importants revenus fiscaux en fixant à un niveau trop bas les prix des métaux exportés. En mars 2010, ils ont déposé une plainte





«Je ne vais plus à l'école, car mon papa n'a plus de salaire». Pendant ce temps les multinationales Photos: CNMM / J. Lambriggen

## multinationale suisse Glencore

auprès du ministère compétent afin de l'obliger à examiner de près la politique des prix pratiquée par PERUBAR. La réaction n'a pas tardé: PERUBAR a menacé d'entreprendre des actions individuelles en diffamation si la plainte pour soustraction fiscale n'était pas retirée.

**D'«illustres» partenaires:** Pendant ce temps, Glencore étend imperturbablement ses activités au Pérou. Il y a quelques semaines, la multinationale a annoncé son désir de s'associer avec Doe Run, à La Oroya, faisant fi de la vaste pollution et des nombreux cas de maladie attribués depuis des années à cette mine. Glencore entend par ailleurs construire un centre d'entreposage et d'expédition de métaux dans le port de Callao. L'une de ses partenaires dans ce projet est Trafigura, domiciliée à Lucerne et récemment condamnée pour l'élimination de déchets toxiques en Côte d'Ivoire.

**Un solide réseau contre Glencore:** Selon la CNMM, Glencore a profité de la crise économique pour miner les syndicats et les normes du travail. Elle aurait aussi divisé les communes où se trouvent ses mines, tout en les privant des dédommagements dus pour ses activités d'extraction. En même temps, elle ne cesse de multiplier ses opérations au Pérou.

En créant «le réseau national de syndicats et d'organisations sociales en conflit avec Glencore», les groupements concernés veulent rassembler leurs forces et présenter un front uni face à la compagnie. Le réseau réunira les syndicats des diverses mines, le syndicat des dockers de Callao, les habitants des districts de Chicla et de Pachangara et, bien entendu, les femmes de mineurs.

Dans un premier temps, il s'attachera à recenser tous les problèmes sociaux et ceux qui relèvent du droit du travail. A partir de là, il prévoit de produire du matériel de formation et d'information, en vue d'affermir la résistance. Enfin, des réunions préparatoires régionales aboutiront à la création formelle du réseau, dont elles définiront aussi le contenu et la stratégie.

Initiatrice de ce réseau, la CNMM propose là une solution d'un genre nouveau: regrouper les mineurs et les dockers, les villageoises et leurs familles, les habitants de la plaine et des hauts plateaux, afin qu'ils luttent ensemble, et donc avec plus de force, contre les visées destructrices de la compagnie Glencore. C'est ce projet que le SOLIFONDS a décidé de soutenir.

### Central Nacional de la Mujer Minera CNMM

La CNMM défend les droits des mineurs et de leurs familles, mais lutte aussi aux côtés des communes concernées et pour la protection de l'environnement: «Les entreprises ont une responsabilité envers leurs ouvriers, l'économie et la société, ainsi qu'envers l'environnement.» La centrale se définit comme une organisation syndicale couvrant un large éventail de préoccupations.

Regroupant des travailleuses et des femmes de travailleurs, la CNMM donne la parole aux femmes et renforce leur position dans le syndicat, la société et la politique.

## Le 28 juillet 2010 – pierre blanche dans l'histoire du Guatemala

Cette nuit-là, les habitants autochtones des régions de San Miguel et de San Marcos ont fait plusieurs heures de route pour converger vers la capitale. A 5 heures, les 5000 Mams et Mayas déferlent sur la place principale de Guatemala. Puis, à 8 heures, ils se dirigent vers le parlement, afin de dénoncer les activités des sociétés minières dans leurs communes et la complicité des parlementaires. Leur action n'est toutefois pas une simple manifestation.

Au printemps, la Commission inter-américaine des droits de l'homme (CIDH) a en effet admis des plaintes émanant des communautés autochtones pour violation des normes de l'OIT, destruction de l'environnement et intoxication de la population. En toute logique, elle a ensuite enjoint à l'Etat guatémaltèque de faire cesser les activités minières de la société canadienne GoldCorp/Montana Exploradora. Si le gouvernement a envisagé de fermer provisoirement la mine, il a aussi clairement fait savoir qu'une fermeture définitive n'entraînerait pas en ligne de compte.

Après le parlement, les manifestants se sont ainsi rendus en cortège devant la Cour suprême du pays, où ils ont déposé des plaintes contre les représentants de l'entreprise minière et contre le président de la cour elle-même. Dix ans auparavant, ce dernier avait en effet «arrangé» une affaire foncière qui a privé les communautés autochtones de leurs terres pour les offrir aux sociétés minières. Aux yeux des manifestants, il avait ainsi clairement violé les droits des autochtones et leur bien commun.

Pour la première fois dans l'histoire juridique du Guatemala, les communautés indigènes n'ont pas seulement déposé une plainte pénale contre une entreprise internationale, mais aussi contre le juge suprême du pays, un personnage pourtant considéré comme intouchable. Une vraie journée historique à laquelle le SOLIFONDS a pris part, puisqu'il a soutenu la manifestation.

**Au nom de nos partenaires qui luttent contre les multinationales minières, nous vous remercions de votre solidarité!**

## Démocratie en Thaïlande – ni «jaune» ni «rouge»!



« En Thaïlande, les enfants naissent dans un système d'oppression et de corruption, qui affecte chaque aspect de leur existence. Alors qu'une minorité souhaite préserver le régime en place, la majorité des habitants désirent ardemment mener une vie affranchie de toute forme d'exploitation. Seules la solidarité et la lutte pour la justice nous permettront d'y parvenir! »



Répression et élections en Thaïlande: «chemises rouges» arrêtés en mai (en haut) et élections complémentaires sous l'état d'urgence en juillet.

Photos: REUTERS/A. Latif/S. Sukplang

Tel est le portrait accablant que Junya «Lek» Yimprasert brosse du système politique et économique de la Thaïlande. Un système marqué depuis quatre-vingts ans par l'idéologie du bon roi (que chacun est tenu de vénérer), la corruption, l'enrichissement d'une petite élite et nombre de putschs militaires qui mettent brutalement fin aux tentatives de démocratisation sans cesse renouvelées. Depuis 1932, le pays a connu vingt de ces putschs et vingt-sept gouvernements différents. Selon la liste du *Forbes*, le roi de Thaïlande, dont la fortune

se monte à 35 milliards de dollars, est le monarque le plus riche du monde. Ces vingt dernières années, le budget annuel de son palais est passé de 3 à 65 millions d'euros. Pendant ce temps, les habitants souffrent toujours plus de la pauvreté et se voient contraints d'émigrer ou de travailler dans le secteur informel, voire souvent dans l'industrie du sexe, pour subvenir à leurs besoins.

Cette année, en avril, l'armée thaïe s'en est prise avec une violence inouïe aux «chemises rouges» de l'opposition: 88 manifestants ont été abattus et 2000 blessés. Des centaines d'opposants sont toujours recherchés par les forces de l'ordre et beaucoup vivent dans la clandestinité ou ont fui le pays.

Simplificateurs, les médias présentent le conflit comme un affrontement entre chemises «jaunes» et «rouges», c'est-à-dire entre les tenants de la monarchie et les nouvelles forces populistes. Ils omettent toutefois de dire que nombre d'organisations et de syndicats connaissent une division interne entre «rouges» et «jaunes»: tandis que les uns soulignent le soutien que l'ancien premier ministre Thaksin, père spirituel des chemises rouges évincé par le coup d'Etat de 2006, a apporté à la population rurale, les autres critiquent sa politique économique néolibérale, se rapprochant ainsi des défenseurs de l'ordre établi et de la famille royale. Et seuls de rares articles parlent des larges couches de la population et des organisations populaires qui, au-delà du cli-vage entre jaunes et rouges, luttent pour la démocratie et la justice sociale.

La campagne internationale de solidarité avec le peuple thaïlandais, soutenue par le SOLIFONDS, souhaite renforcer ce mouvement qui veut éviter la mise en place d'une nouvelle dictature militaire, car celle-ci s'attachera à coup sûr à préserver l'ancien système inégalitaire. Les femmes et les hommes qui s'engagent dans la lutte risquent l'arrestation et de longues peines de prison pour «crime de lèse-majesté». Ils ont dès lors besoin de protection et de la solidarité internationale.

Pour plus d'informations sur la situation en Thaïlande: [www.solifonds.ch](http://www.solifonds.ch).

## Zimbabwe – les jeunes femmes donnent de la voix

« La violence qui caractérise l'actuelle politique menée au Zimbabwe fait partie intégrante de la culture politique machiste que nous avons héritée des puissances coloniales et que les régimes suivants n'ont rien fait pour abandonner. » Tel est le constat que dresse la Zimbabweenne Grace Kwinjeh dans sa réflexion sur la violence sexiste et le pouvoir politique dans l'ouvrage paru à l'occasion des 25 ans du SOLIFONDS.

Il est temps que les choses changent, car les jeunes femmes veulent se faire entendre et comptent utiliser la refonte de la Constitution afin d'initier le changement. Le Young Women African Leaders Movement (YWALM) a saisi cette occasion pour demander que les problèmes concernant directement les jeunes femmes (meilleure formation pour tous, participation à la vie économique, solutions à la violence politique et sexuelle, égalité des sexes à tous les niveaux) soient pris en considération dans la nouvelle Constitution.

De cette revendication, l'YWALM est allé en débattre avec les groupements de femmes locaux et régionaux de tout le pays. En même temps, il prépare une grande manifestation fin septembre dans la capitale. Et ce n'est pas tout: il souhaite motiver les jeunes femmes à devenir des actrices à part entière sur la scène politique, notamment à participer pleinement aux prochaines élections. « L'YWALM appelle de ses vœux un Zimbabwe qui se préoccupe des droits des femmes, un pays qui encourage les jeunes femmes à assumer des rôles clés dans la politique, l'économie et la société et à contribuer ainsi activement à l'avènement d'un nouveau Zimbabwe. » Le SOLIFONDS soutient cette volonté.

Edition: Fondation «Fonds de solidarité pour les luttes de libération sociale dans le tiers monde»

La fondation est soutenue par l'Union syndicale suisse (USS), le Parti socialiste suisse (PSS), l'Œuvre suisse d'entraide ouvrière (OSEO) et les cofondateurs: Afrika-Komitee, AAB Südliches Afrika, Déclaration de Berne, FEPA, Comité Guatemala, Magasins du Monde, Comités Nicaragua – El Salvador, Comité suisse de soutien au peuple sahraoui, Terre des Hommes Suisse, Groupe de travail Suisse-Colombie.

Rédaction:

Urs Sekinger, Yvonne Zimmermann

Impression: printoset, Zurich

Traduction: Milena Hrdina, Moutier